

"L'offensive soviétique ne vise plus seulement Berlin mais l'Allemagne" dans Le Monde diplomatique (Août 1961)

Légende: En août 1961, Willy Brandt, maire-gouverneur de Berlin, réagit dans les colonnes du mensuel français Le Monde diplomatique à la décision prise unilatéralement par les autorités soviétiques de construire à Berlin un mur de séparation entre les zones Est et Ouest de la ville.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. BEUVE-MERY, Hubert ; Réd. Chef HONTI, François. Août 1961, n° 88. Paris. "L'offensive soviétique ne vise plus seulement Berlin mais l'Allemagne", auteur:Brandt, Willy , p. 1; 4.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_offensive_sovietique_ne_vise_plus_seulement_berlin_mais_l_allemande_dans_le_monde_diplomatique_aout_1961-fr-40a6e740-be83-4d19-a838-e12382e0120d.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

L'offensive soviétique ne vise plus seulement Berlin mais l'Allemagne

Par WILLY BRANDT, bourgmestre-gouverneur de Berlin-Ouest

Le problème allemand est entré dans une nouvelle phase depuis que le président du conseil soviétique M. Khrouchtchev a remis au président Kennedy à Vienne son mémorandum à ce sujet. Celui qui lit attentivement ce document et qui a suivi les discours que M. Khrouchtchev a tenus depuis en arrive nécessairement à la conclusion que la direction de l'offensive politique de l'U.R.S.S. a changé.

Le mémorandum soviétique du 27 novembre 1958 qui a déclenché ce qu'on a appelé la crise de Berlin s'en prenait à Berlin. Son but était de faire de Berlin une prétendue « ville libre », c'est-à-dire en fait de la transformer en une ville dépourvue de toute protection, une ville hors la loi, tandis qu'aujourd'hui Berlin est une ville où règne la liberté. Les propositions soviétiques étaient inacceptables. L'ultimatum qu'elles contenaient ne pouvait être admis. L'Occident est parvenu grâce à sa fermeté à ajourner la menace.

L'attaque contre Berlin a été repoussée. Les déclarations soviétiques montrent que la conquête de Berlin selon les projets primitifs est mise au second plan. Il est clair que les puissances occidentales ne se laisseront pas chasser de Berlin, même par la violence.

Ici, on doit prononcer un mot grave. On entend de temps en temps même dans le monde occidental poser la question de savoir si Berlin vaut une guerre. Cette question est posée pour qu'on y réponde par la négative. Je la tiens pour dangereuse et pour fausse si elle est adressée à l'Occident. Mais on doit la poser avec le même sérieux au bloc oriental. L'U.R.S.S. doit savoir lesquelles de ses exigences ne peuvent être atteintes sinon par l'emploi de la violence. Je suis persuadé que l'U.R.S.S. veut aussi peu la guerre que l'Occident, et c'est pourquoi elle ira exactement aussi loin qu'elle le peut sans courir ce risque ultime. Mais ce risque doit précisément être rendu parfaitement clair et nous devons pour notre part être prêts à l'assumer aussi. Si nous ne le sommes pas nous avons perdu, et pas seulement Berlin. Celui qui explique aujourd'hui que dans certaines circonstances il serait prêt à une défense armée fait dépendre sa résolution de la question de savoir combien l'appétit des Soviétiques dans chaque cas est grand ou combien il est raisonnable. Ce n'est pas ainsi qu'on assure la paix. Notre résolution de nous affirmer et la manière dont nous la rendrons évidente, voilà qui fournira la clé pour venir à bout des mois difficiles qui nous attendent. C'est seulement avec de la décision, mais aussi avec du dynamisme politique que nous rendrons digne de foi notre revendication en faveur d'une paix dans la liberté et en faveur de l'autodétermination pour tous les peuples y compris le nôtre.

J'ai l'impression que chez nous, et aussi en partie à l'étranger, on n'a pas encore tout à fait compris que la direction de l'offensive politique soviétique s'est modifiée. Elle vise aujourd'hui principalement l'Allemagne. Ou plus exactement l'Union soviétique a entamé une tentative de grande envergure en vue de mettre fin à la période d'après-guerre, de cimenter l'état de choses actuel du point de vue du droit international et de tourner à tous égards une nouvelle page de l'histoire dans laquelle deux Etats dans une certaine mesure souverains pourront commencer à mener sur le sol allemand une existence reconnue officiellement. L'U.R.S.S. dans son langage appelle cela la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands. Elle menace dans le cas d'un refus des puissances occidentales ou bien dans le cas d'un désaccord persistant avec elles de conclure un traité de paix séparé.

Les conséquences d'un diktat de division

A ce sujet je voudrais dire que nous devons nous représenter en toute clarté les conséquences d'un diktat de division, car c'est de cela seulement qu'il s'agirait. Celui qui affirme aujourd'hui que, pour nous, la ligne Oder-Neisse n'a pas encore été reconnue du point de vue du droit international, celui-là est déjà qualifié par l'Est de revanchard et insulté en conséquence. Nous savons qu'à l'Ouest aussi on trouverait difficilement quelqu'un pour se déclarer partisan d'une modification de cette ligne fixée unilatéralement comme limite à la zone d'influence du bloc oriental. Dans le cas d'un diktat de division, qui porterait l'étiquette de traité de paix, on appellera à l'Est revanchards tous ceux qui prendront position pour la modification d'une ligne frontière fixée de façon aussi unilatérale. L'exigence d'une réunification sera qualifiée de manifestation

revanche. Et nous devons, du moins si nous ne voulons pas trahir nos compatriotes, nous faire traiter à chaque fois de révisionnistes.

C'est avec quelque préoccupation que j'envisage les prochains mois, car je ne vois pas que partout le sérieux de la situation à laquelle nous sommes confrontés soit reconnu dans toute son étendue. L'offensive actuelle de l'U.R.S.S. est dirigée contre l'Allemagne. Berlin devient l'os qui est ajouté au plat de viande contre un modeste agio. Berlin doit dans une certaine mesure devenir le sous-produit de la division de l'Allemagne. Nous devons compléter l'action collective à Berlin et pour Berlin d'une manière urgente par une action collective pour l'ensemble de l'Allemagne.

Une grande conférence de la paix

Aujourd'hui comme hier, je pense qu'une grande conférence de la paix réunissant tous les pays qui ont été les adversaires de l'Allemagne pendant la guerre pourrait être un moyen approprié de surmonter l'impasse et de rendre à l'Occident l'initiative dont il a besoin. Une telle conférence n'affecterait pas les droits des quatre puissances et ne mettrait fin à aucun d'entre eux y compris à Berlin. Elle pourrait détourner les discussions du traitement isolé du cas de Berlin. Elle pourrait manifester en toute clarté combien nous sommes pour la paix, combien nous sommes pour un traité de paix unique, combien nous sommes pour une Allemagne unique, qui vivrait pacifiquement à côté de ses voisins. Cette conférence aurait lieu sur la base du droit d'autodétermination qui est notre carte la plus forte comme aussi la carte la plus forte de l'Occident. Si nous n'avons aucune sorte de conférence de la paix, jamais il n'y aura de réunification. Il s'agit maintenant de reconquérir l'initiative et il est tout à fait incompréhensible que certains soient soupçonnés, pour peu qu'ils déploient des efforts en faveur d'une offensive politique pacifique, de mauvais desseins.

En cette occurrence il est finalement encore indispensable de dire un mot de la situation générale. Toute politique extérieure allemande doit partir du fait que personne en Allemagne ne peut se conduire comme si la politique étrangère des années écoulées n'avait pas existé ou bien comme s'il s'agissait de prendre des décisions nouvelles légalement irréprochables. C'est un principe de tout inventaire de politique extérieure et qui pour moi est hors de discussion. Il résulte de ce principe que tout gouvernement allemand futur concevable doit être fidèle aux alliances et par là on aperçoit l'absurdité et l'irréalisme de toute tentative en vue d'agir comme si l'on pouvait en politique extérieure retourner en arrière des années d'après guerre. Les fautes, les omissions, les fausses appréciations de l'un ou de l'autre grand parti en Allemagne au cours des années précédentes, sont d'un intérêt secondaire aussi longtemps qu'il ne s'agit pas de faits incontestables qui soient décisifs pour le choix de notre attitude future.

L'Allemagne doit prouver qu'elle est majeure

Dans les mois à venir l'Allemagne devra prouver qu'elle est politiquement majeure. L'époque est dépassée où la République fédérale pouvait encore s'accrocher aux basques de ses alliés, où des morceaux d'écaillé de la rééducation s'attachaient encore à ses plumes. Nous sommes devenus majeurs et cela exige de nous une contribution totale à la communauté occidentale et cela non pas seulement en DM. Le partenaire qui a sans cesse besoin ou qui réclame sans cesse de l'aide pour marcher politiquement ne peut devenir qu'un poids mort. On attend de nous des idées et des suggestions originales. Nous, précisément, qui vivons dans un pays divisé avec une capitale assiégée, nous avons une responsabilité particulière dans le relèvement du défi du monde communiste. Nous sommes sans illusion, nous avons fait assez d'expériences, nous savons que l'Occident n'a pas besoin d'avoir peur de l'idéologie communiste. La liberté est offensive et elle est forte. Elle surmontera une idéologie qui dégrade l'être humain au rang d'un matériau. Je suis fermement convaincu d'une chose: les petits-fils de M. Khrouchtchev pourront peut-être s'appeler encore communistes; en réalité ils ne le seront plus.

Le monde occidental a été long à s'éveiller devant le péril communiste. Mais souvent on a l'impression que la prise de conscience a été poussée si loin que l'Occident considère aujourd'hui le bloc oriental comme un système dépassant les moyens de l'être humain, un système contre lequel il n'existe pas de remède. Il existe encore beaucoup de gens qui sous-estiment dangereusement l'Union soviétique. Il en existe aussi qui la surestiment dangereusement. Là-bas non plus on ne fait pas de cuisine sans eau. Quant au point d'ébullition

de l'eau, les gens qui vivent de l'autre côté doivent l'avoir appris aussi.

Ne pas se transformer en eunuque

Ce que l'U.R.S.S. offre aujourd'hui à l'Allemagne, ce qu'elle veut obtenir avec le traité de paix séparé, ce qu'elle veut faire de Berlin, c'est de nous transformer en eunuque qui pourrait faire tout ce qu'il voudrait dès lors qu'il le serait devenu. Je ne crois pas que nous puissions nous déclarer d'accord avec une telle offre. Je crois que nous devons concentrer toute notre force à empêcher le partage de l'Allemagne sur le plan du droit international, à maintenir la liberté de Berlin et ses liens vitaux avec l'Allemagne occidentale, et à faire reconnaître que le temps est venu seize ans après la guerre non seulement où l'on doit parler ouvertement du droit du peuple allemand à la libre autodétermination mais où l'on doit aussi finalement en décider une fois pour toutes. Chacun de nos anciens adversaires de la guerre doit être placé devant la question claire de savoir si ce droit est refusé ou non à notre peuple. Il s'agit aujourd'hui encore une fois de l'Allemagne et c'est pourquoi nous devons partir de ce droit qui est inscrit dans la charte des Nations unies. Ici il n'y a plus aucune échappatoire, que ce soit devant la vérité ou devant les principes, et je suis fermement convaincu que nous aurons besoin de l'alliance sans faille du monde libre.

WILLY BRANDT.